

11° établir annuellement, pour le 30 juin de l'année suivante, à l'intention du Comité de l'assurance auprès du service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie invalidité, un rapport contenant les éléments précisés dans les conventions visées aux articles 22, 6^{ter}, et 23, § 3bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. »

Art. 5. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard le 31 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2007-2008 :*

Sénat.

Documents. — 4-814 - N° 1 : Proposition de loi de Mme Vanlerberghe et consorts.

Session 2008-2009 :

Documents. — 4-814 - N° 2 : Amendements. — 4-814 - N° 3 : Rapport. — 4-814 - N° 4 : Texte adopté par la commission. — 4-814 - N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

Voir aussi :

Annales du Sénat : 11 décembre 2008.

Chambre des représentants.

Documents. — 1675 - 001 : Projet transmis par le Sénat. — 1675 - 002 : Rapport. — 1675 - 003 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 5 mars 2009.

11° vóór 30 juni van het volgende jaar ten behoeve van het Verzekeringscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van de Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een jaarrapport opstellen dat de elementen bevat die worden genoemd in de overeenkomsten, bedoeld in de artikelen 22, 6^{ter} en 23, § 3bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. »

Art. 5. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 31 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2007-2008 :*

Senaat.

Stukken. — 4-814 - Nr. 1 : Wetsvoorstel van Mevr. Vanlerberghe c.s.

Zitting 2008-2009 :

Stukken. — 4-814 - Nr. 2 : Amendementen. — 4-814 - Nr. 3 : Verslag. — 4-814 - Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie. — 4-814 - Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Zie ook :

Handelingen van de Senaat : 11 december 2008.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — 1675 - 001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — 1675 - 002 : Verslag. — 1675 - 003 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Integraal verslag : 5 maart 2009.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 1328

[2009/201539]

18 MARS 2009. — Arrêté royal portant modification de l'article 4 de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

RAPPORT AU ROI

Sire,

Introduction

Dans le cadre du Plan de relance économique, le Gouvernement a décidé de consacrer une partie des moyens constitués par l'enveloppe pour la liaison au bien-être générée par la garantie de revenus aux personnes âgées à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées relevant du régime des allocations aux personnes handicapées (Conseil des Ministres du 16/01/2009).

Le présent projet d'arrêté royal a pour objet de relever l'abattement appliqué aux revenus de la personne âgée de 4,5 % dans le cadre du calcul de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées. Cette mesure s'articule au relèvement des pensions minimales, afin que les personnes âgées handicapées qui voient d'une part leur pension minimale augmentée, n'aient pas une allocation pour l'aide aux personnes âgées amputée d'un montant proportionnel.

Vu l'urgence de l'adoption du Plan de relance économique, le Conseil des Ministres du 16/01/2009 a décidé que le projet d'arrêté royal concernant l'allocation pour l'aide aux personnes âgées serait soumis au Conseil des Ministres suivant, soit le 23 janvier 2009.

Le présent projet d'arrêté a été soumis au Conseil supérieur national des personnes handicapées dans l'urgence en date du 19 janvier 2009.

Le 23 janvier 2009, le Conseil des Ministres a approuvé le projet d'arrêté, sans avoir à sa disposition l'avis du Conseil supérieur.

L'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées a été rendu en date du 2 février 2009. L'avis est unanimement favorable et assorti d'un certain nombre de remarques.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 1328

[2009/201539]

18 MAART 2009. — Koninklijk besluit houdende wijziging van artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Inleiding

In het kader van het economisch Relanceplan heeft de Regering besloten om een deel van de door de enveloppe samengestelde middelen voor de koppeling aan de welvaart via de inkomensgarantie voor ouderen, te besteden aan de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden die onder het stelsel van de tegemoetkomingen voor personen met een handicap vallen (Ministerraad van 16/01/2009).

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft het optrekken tot doel van de vrijgestelde bedragen op de inkomsten van de ouderen met 4,5 % voor de berekening van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden. Deze maatregel ligt in de lijn van de verhoging van de minimumpensioenen, zodat de personen met een handicap die, enerzijds hun minimumpensioenen zien verhogen, anderzijds hun tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden niet met een proportioneel bedrag zien afnemen.

Gelet op de noodzaak van de dringende goedkeuring van het economisch Relanceplan, besloot de Ministerraad van 16/01/2009 dat het ontwerp van koninklijk besluit met betrekking tot de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden zou voorgelegd worden aan de volgende Ministerraad, namelijk die van 23 januari 2009.

Dit besluitontwerp werd bij hoogdringendheid op datum van 19 januari 2009 voorgelegd aan de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap.

De Ministerraad keurde op 23 januari 2009 het besluitontwerp goed, zonder over het advies van de Hoge Raad te beschikken.

Het advies van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap werd verstrekt op datum van 2 februari 2009. Het advies is unaniem gunstig en bevat een aantal opmerkingen.

Vu l'urgence de l'adoption du plan de relance, l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet d'arrêté a été demandé dans l'urgence.

Le Conseil d'Etat a relevé le fait que la délibération du Conseil des Ministres du 23 janvier 2009, s'est faite en l'absence de disposition de l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées et a proposé de resoumettre le projet à l'examen au Conseil des Ministres assorti de l'avis du Conseil supérieur en bonne et due forme.

Etant donné que l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées est unanimement favorable par rapport au projet d'arrêté, il n'est pas de nature à remettre en cause la décision du Conseil des Ministres.

En outre, le Conseil d'Etat relève que la présente mesure ne s'applique qu'aux bénéficiaires d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées et qu'une distinction pourrait être créée entre plusieurs catégories de bénéficiaires d'une allocation en faveur des personnes en situation de handicap.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'éventuel caractère discriminatoire de la mesure.

Il importe de rappeler que le régime des allocations aux personnes handicapées se structure entre régime des âgés et des non-âgés. La Cour constitutionnelle, dans son arrêt du 22 novembre 2007, a d'ailleurs admis qu'il n'était pas discriminatoire d'établir une distinction entre les deux régimes.

En vertu de l'article 6, § 2 et 3, de la loi du 27 février 1987, les montants de l'allocation d'intégration sont considérablement plus élevés que ceux de l'allocation d'aide aux personnes âgées. Il n'est donc pas déraisonnable de relever l'abattement appliqué aux revenus de la personne de 4,5 %, dans le cadre du calcul de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur
La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX
La Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées,
Mme J. FERNANDEZ FERNANDEZ

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par la Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées, le 4 février 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « portant modification de l'article 4 de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées », a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée de la manière suivante :

« La modification prévue dans cet arrêté cadre dans l'application de la liaison au bien-être prévue par la loi du 23 décembre 2005 sur le pacte de solidarité entre les générations, modifiée par la loi du 27 décembre 2006 qui doit faire partie intégrante du plan de relance économique du 11 décembre 2008 dont toutes les mesures doivent être adoptées simultanément, en ce compris celles qui entreront en vigueur à une date ultérieure. Ce plan de relance forme un tout indivisible par le gouvernement et doit obtenir comme une entité intégrée une base réglementaire et doit pouvoir être exécutée dans les meilleurs délais comme le recommande d'ailleurs la Commission européenne dans le cadre du plan de relance européen annoncé le 26 novembre 2008. Pour ces raisons l'avis urgent du Conseil d'Etat est demandé conformément à l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et ce, pour tout le paquet de mesures du plan de relance économique, que celles-ci doivent être instaurées par une loi ou par un AR ».

Gelet op dringendheid van de goedkeuring van het Relanceplan, werd het advies van de Raad van State over het besluitontwerp met hoogdringendheid gevraagd.

De Raad van State wees op het feit dat de beraadslaging van de Ministerraad van 23 januari 2009 gebeurde zonder de beschikking te hebben over het advies van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een handicap en stelde voor om het ontwerp terug ter onderzoek voor te leggen aan de Ministerraad, vergezeld van het vormelijk advies van de Hoge Raad.

Aangezien het advies van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een handicap zich unaniem gunstig uitsprak ten aanzien van het besluitontwerp, is het niet van aard om op de beslissing van de Ministerraad terug te komen.

De Raad van State wijst er eveneens op dat deze maatregel alleen van toepassing is op de genietters van een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden en dat er een onderscheid zou kunnen gecreëerd worden tussen meerdere categorieën van genietters van een tegemoetkoming voor personen met een handicap.

De Raad van State stelt zich vragen over het eventuele discriminerende karakter van de maatregel.

Het is belangrijk eraan te herinneren dat het stelsel van de tegemoetkomingen voor personen met een handicap gestructureerd is in een stelsel van ouderen en van niet-ouderen. In haar arrest van 22 november 2007 heeft het Grondwettelijk Hof trouwens erkend dat het instellen van een onderscheid tussen de twee stelsels niet discriminerend was.

Krachtens artikel 6, § 2 en 3, van de wet van 27 februari 1987, zijn de bedragen voor de integratietegemoetkoming aanzienlijk hoger dan die voor de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden. Het is dus niet onredelijk om het vrijgestelde bedrag dat van toepassing is op de inkomsten van de persoon in het kader van de berekening van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden met 4,5 % te verhogen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar
De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Staatssecretaris voor Personen met een Handicap,
Mevr. J. FERNANDEZ FERNANDEZ

ADVIJS VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 4 februari 2009, door de Staatssecretaris voor Personen met een handicap verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden", heeft het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavig geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd als volgt :

« La modification prévue dans cet arrêté cadre dans l'application de la liaison au bien-être prévue par la loi du 23 décembre 2005 sur le pacte de solidarité entre les générations, modifiée par la loi du 27 décembre 2006 qui doit faire partie intégrante du plan de relance économique du 11 décembre 2008 dont toutes les mesures doivent être adoptées simultanément, en ce compris celles qui entreront en vigueur à une date ultérieure. Ce plan de relance forme un tout indivisible par le gouvernement et doit obtenir comme une entité intégrée une base réglementaire et doit pouvoir être exécutée dans les meilleurs délais comme le recommande d'ailleurs la Commission européenne dans le cadre du plan de relance européen annoncé le 26 novembre 2008. Pour ces raisons l'avis urgent du Conseil d'Etat est demandé conformément à l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et ce, pour tout le paquet de mesures du plan de relance économique, que celles-ci doivent être instaurées par une loi ou par un AR ».

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation a dû se limiter à examiner la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de majorer, avec effet au 1^{er} juin 2009, la partie du revenu des bénéficiaires d'une allocation d'aide aux personnes âgées qui n'est pas prise en compte pour le calcul des allocations.

2. Le fondement juridique du projet se trouve à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés. Cette disposition habilite le Roi à prévoir, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, que certains revenus ou parties de revenus, dans les conditions qu'il détermine, ne sont que partiellement ou ne sont pas pris en considération.

L'article 6, § 6, de la même loi, auquel fait également référence le premier alinéa du préambule, ne procure pas de fondement juridique au projet. La référence à l'article au premier alinéa du préambule doit par conséquent être omise.

FORMALITES

L'article 20 de la loi du 27 février 1987 dispose que le Roi, pour exercer les compétences qui lui sont conférées par la présente loi, prend l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées. En ce qui concerne le projet à l'examen, cet avis a été donné le 2 février 2009. La délibération en Conseil des Ministres, imposée par l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, précité, de la même loi, a eu lieu le 23 janvier 2009, soit avant que l'avis précité ait été donné.

Un tel procédé présente plusieurs difficultés. En effet, d'une part, il engendre le risque de voir l'obligation légale de recueillir un avis réduite à l'accomplissement d'une simple formalité, dès lors qu'au moment où cet avis est donné, le texte du projet a déjà été délibéré en Conseil des Ministres et pourrait donc être considéré comme définitivement arrêté. D'autre part, en procédant de cette manière, l'obligation de délibération en Conseil des Ministres elle-même risque également d'être vidée de sa substance, dès lors que celui-ci n'a pas été en mesure de délibérer en toute connaissance de cause sur le texte qui lui a été soumis.

Ces manquements sont, en l'occurrence, d'autant plus préoccupants que l'avis donné par le Conseil supérieur national des personnes handicapées contient des observations fondamentales sur le champ d'application de la mesure projetée. En outre, la note au Conseil des Ministres du 19 janvier 2009 ne dit pas un mot de l'avis du Conseil supérieur national qui, à ce moment-là, n'a pas encore été rendu, de sorte qu'il est difficile d'imaginer que le Conseil des Ministres aurait sciemment voulu délibérer de la mesure visée, sans déjà avoir pris connaissance de l'avis concerné.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat, section de législation, juge qu'il est préférable, afin de remédier aux imperfections précitées et, dans la foulée, d'écarter toute incertitude relativement à la régularité de la procédure selon laquelle cet avis a été recueilli, ainsi que de celle selon laquelle le projet a été délibéré en Conseil des Ministres, de soumettre une nouvelle fois le projet à l'examen accompagné de l'avis précité, au Conseil des Ministres, de sorte que celui-ci puisse alors se prononcer en toute connaissance de cause sur le projet. Si, à la suite de cette délibération, des modifications sont encore apportées au projet actuellement à l'examen, la section de législation devra à nouveau être consultée à leur sujet.

CONFORMITES AUX NORMES SUPERIEURES

La mesure projetée ne s'applique qu'aux bénéficiaires d'une allocation d'aide aux personnes âgées et, par conséquent, pas aux bénéficiaires d'une autre allocation en faveur des personnes handicapées. Une distinction est ainsi créée entre plusieurs catégories de bénéficiaires d'une allocation en faveur des personnes handicapées.

Les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination requièrent que cette différence de traitement se fonde sur des motifs objectifs et raisonnables.

Le Conseil d'Etat, section de législation, ne dispose pas de suffisamment d'éléments concrets permettant d'apprécier le projet de ce point de vue, dès lors qu'on ne saurait exclure notamment que la mesure à

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het gedeelte van het inkomen van de gerechtigden op een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden dat niet in aanmerking wordt genomen voor de berekening van die tegemoetkoming, te verhogen met ingang van 1 juni 2009.

2. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door artikel 7, § 1, derde lid, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap. Krachtens die bepaling kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen dat sommige inkomsten of delen van het inkomen, onder de voorwaarden die hij bepaalt, niet of slechts gedeeltelijk in aanmerking worden genomen.

Artikel 6, § 6, van dezelfde wet, waaraan eveneens wordt gerefereerd in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, biedt geen rechtsgrond voor het ontwerp. De verwijzing naar dat artikel in het eerste lid van de aanhef dient bijgevolg te worden weggelaten.

VORMVEREISTEN

Artikel 20 van de wet van 27 februari 1987 bepaalt dat de Koning, ter beoefening van de hem door deze wet toegekende bevoegdheden, het advies inwint van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap. Dat advies is met betrekking tot het voorliggende ontwerp gegeven op 2 februari 2009. Het overleg in de Ministerraad, waarin wordt voorzien in voornoemd artikel 7, § 1, derde lid, van dezelfde wet, heeft plaatsgehad op 23 januari 2009, derhalve vóór voornoemd advies is uitgebracht.

Een dergelijke werkwijze vertoont verschillende gebreken. Immers, enerzijds dreigt daardoor het inwinnen van een bij wet voorgeschreven advies te worden herleid tot het louter vervullen van een formaliteit, nu de tekst van het ontwerp op het ogenblik dat het advies wordt uitgebracht reeds is overlegd in de Ministerraad en bijgevolg als definitief vastgesteld zou kunnen worden beschouwd. Anderzijds dreigt op die wijze ook de verplichting tot overleg in de Ministerraad zelf te worden uitgehold, nu deze niet met volledige kennis van zaken heeft kunnen beraadslagen over de hem voorgelegde tekst.

Die gebreken klemmen in het voorliggende geval des te meer, nu in het door de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap uitgebrachte advies fundamentele opmerkingen worden gemaakt bij het toepassingsgebied van de ontworpen maatregel. Bovendien wordt in de nota aan de Ministerraad van 19 januari 2009 met geen woord gerept over het door de Nationale Hoge Raad op dat ogenblik nog uit te brengen advies, zodat bezwaarlijk kan worden aangenomen dat de Ministerraad wetens en willens over bedoelde maatregel heeft willen beraadslagen zonder reeds kennis te kunnen nemen van bedoeld advies.

Gelet op hetgeen hiervoor is uiteengezet, acht de Raad van State, afdeling wetgeving, het raadzaam, ten einde voornoemde onvolkomenheden te verhelpen en tegelijk elke twijfel weg te nemen omtrent de rechtsgeldigheid van de wijze waarop bedoeld advies werd ingewonnen, alsook van de wijze waarop het ontwerp in de Ministerraad is overlegd, om het voorliggende ontwerp samen met het voornoemd advies opnieuw te overleggen in de Ministerraad, zodat deze thans met volledige kennis van zaken over het ontwerp zou kunnen beraadslagen. Indien als gevolg van dat overleg nog wijzigingen worden aangebracht in de nu voorgelegde tekst, zal de afdeling wetgeving over die wijzigingen opnieuw dienen te worden geconsulteerd.

OVEREENSTEMMING MET DE HOGERE RECHTSNORMEN

De ontworpen maatregel is enkel van toepassing op de gerechtigden op een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, en derhalve niet op de gerechtigden op een andere tegemoetkoming aan personen met een handicap. Op die wijze wordt een onderscheid gecreëerd tussen verschillende categorieën van gerechtigden op een tegemoetkoming aan personen met een handicap.

Om in overeenstemming te zijn met de grondwettelijke beginselen van de gelijkheid en de niet-discriminatie, dienen voor dit verschil in behandeling objectieve en in redelijkheid aanvaardbare motieven te bestaan.

De Raad van State, afdeling wetgeving, beschikt niet over voldoende concrete gegevens om het ontwerp vanuit dit oogpunt te beoordelen, mede gelet op het gegeven dat niet valt uit te sluiten dat de

l'examen ne constitue qu'un élément d'un ensemble plus vaste de mesures étalées dans le temps en matière de détermination des allocations précitées, nécessitant alors d'apprécier le projet au regard des principes précités dans un contexte plus large.

18 MARS 2009. — Arrêté royal portant modification de l'article 4 de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, article 7, § 1^{er}, troisième alinéa, remplacé par la loi du 9 juillet 2004;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 janvier 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 20 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées, donné le 2 février 2009;

Vu l'avis 45.964/1 du Conseil d'Etat, donné le 10 février 2009 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la correction prévue dans cet arrêté cadre dans l'application de la liaison au bien-être prévue par la Loi du 23 décembre 2005 sur le pacte de solidarité entre les générations, modifiée par la Loi du 27 décembre 2006 qui doit faire partie intégrante du plan de relance économique du 11 décembre 2008 dont toutes les mesures doivent être adoptées simultanément, en ce compris celles qui entreront en vigueur à une date ultérieure;

Considérant que ce plan de relance forme un tout indivisible pour le gouvernement et doit obtenir comme une entité intégrée une base réglementaire et doit pouvoir être exécutée dans les meilleurs délais comme le recommande d'ailleurs la Commission européenne dans le cadre du plan de relance européen annoncé le 26 novembre 2008;

Considérant que pour ces raisons l'avis urgent du Conseil d'Etat est demandé conformément à l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et ce, pour tout le paquet de mesures du plan de relance économique, que celles-ci doivent être instaurées par une loi ou par un AR;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées et suivant l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, le montant de « 9.054,53 » est remplacé chaque fois par « 9.461,98 » et le montant de « 11.314,40 » est remplacé par « 11.823,55 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat qui a les Personnes handicapées dans ses attributions sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

La Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées,
Mme J. FERNANDEZ FERNANDEZ

voorliggende maatregel slechts een onderdeel vormt van een ruimer en in de tijd gespreid pakket maatregelen op het vlak van de vaststelling van de voornoemde tegemoetkomingen, waardoor het ontwerp, wat betreft het in overeenstemming zijn met voornoemde beginselen, uiteraard in een bredere context zou moeten worden beoordeeld.

18 MAART 2009. — Koninklijk besluit houdende wijziging van artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, artikel 7, § 1, derde lid, vervangen bij de wet van 9 juli 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 20 januari 2009;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap, gegeven op 2 februari 2009;

Gelet op het advies 45.964/1 van de Raad van State, gegeven op 10 februari 2009, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de correctie voorzien in onderhavig besluit kadert in de toepassing van de welvaartsaanpassing voorzien door de wet van 23 december 2005 op het generatiepact gewijzigd door de wet van 27 december 2006 die integrerend deel moet uitmaken van het economisch relanceplan van 11 december 2008 waarvan alle maatregelen gelijktijdig moeten aangenomen worden met inbegrip van de maatregelen die op een latere datum in werking zullen treden;

Overwegende dat dit plan een ondeelbaar geheel uitmaakt voor de regering dat als een geïntegreerd geheel een reglementaire basis moet krijgen en snel moet uitgevoerd kunnen worden zoals ook aanbevolen door de Europese Commissie in het kader van het Europees herstelplan aangekondigd op 26 november 2008;

Overwegende dat om die redenen aan de Raad van State het dringende advies wordt gevraagd overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en dit voor het ganse pakket van maatregelen van het economisch relanceplan, of ze nu bij wet of bij KB moeten worden ingevoerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Personen met een Handicap en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, wordt het bedrag van "9.054,53" telkens vervangen door "9.461,98" en het bedrag van "11.314,40" wordt vervangen door "11.823,55".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2009.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris bevoegd voor Personen met een Handicap zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Personen met een Handicap,
Mevr. J. FERNANDEZ FERNANDEZ